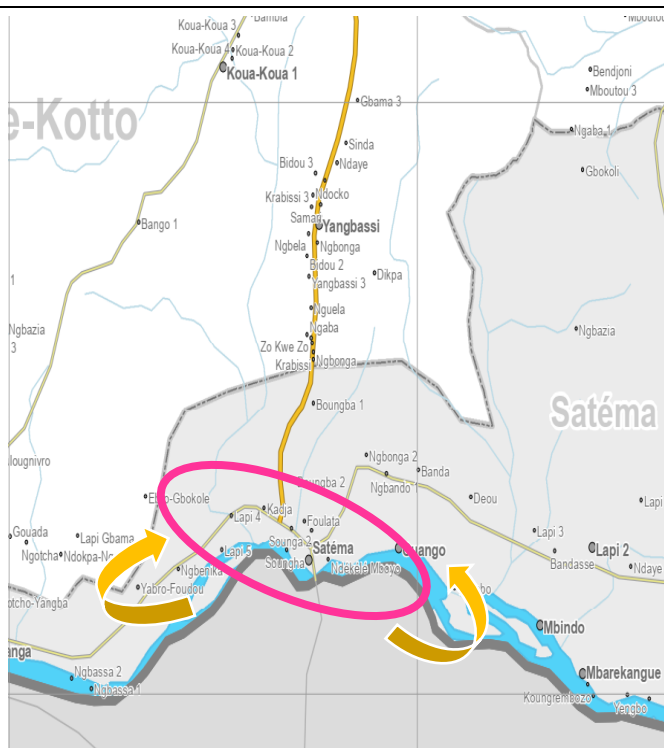


EVALUATION MULTISECTORIELLE RRM (MSA)

Ville de Satéma et ses environs, commune de Kotto-Oubangui, Sous-Préfecture de Satéma, Préfecture de la Basse-Kotto

Date	Du 7 au 11 Mai 2020	Zone d'évaluation	Satéma et environs : groupements Satéma, Ndékelembolyo, Sounga 1, Sounga 2 et Lapi-Kadja (Commune de Kotto-Oubangui, Sous-Préfecture de Satéma, Préfecture de la Basse-Kotto).			Alerte ID:	ACT_SAT_20200422
Population	La zone évaluée compte 5662 habitants (1132 ménages). Au sein de cette population, 698 ménages (3772 personnes) sont des retournées/rapatriées spontanées de moins de 3 mois. De plus, 318 ménages (1678 personnes) sont considérés comme des ménages d'accueil pour les nouveaux retournés/rapatriés. Tous les ménages de la zone sont des retournés/rapatriés spontanés, bien que les vagues de retours/rapatriements se soient effectuées à des dates différentes. Il resterait encore environ 200 personnes originaires de Satéma encore en RDC.						
	Groupements	Personnes retournées/rapatriées spontanées	Ménages retournés/rapatriés spontanés	Personnes hôtes (anciens Rapatriés spontanés)	Ménages hôtes (anciens rapatriés spontanés)		
	Satéma	1410	251	435	77		
	Ndékelembolyo	948	177	347	62		
	Sounga 1	719	130	374	69		
	Sounga 2	459	83	143	31		
	Lapi-Kadja	236	57	379	79		
Total	3772	698	1678	318			
Contexte	<p>Satéma est une localité située à 40km au sud de Dimbi. En juin 2017, la ville a été affectée par de violents affrontements entre GAU et GSAU. Ces violences ont provoqué le retrait des GSAU (qui occupaient alors la ville) ainsi qu'un déplacement massif des populations de la zone (Satéma et environs) notamment vers la brousse, les îles de l'Oubangui et pour la grande majorité en République Démocratique du Congo (RDC). Le mouvement de déplacement s'est poursuivi par la suite, provoqué par plusieurs affrontements dans la zone entre factions GAU rivales.</p> <p>En février 2019, la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et plusieurs groupes armés a favorisé une cessation des hostilités. Un dialogue communautaire initié par les autorités et les leaders religieux aurait ensuite débouché sur une réconciliation communautaire en mars 2019.</p>						

	<p>Une première vague de retour aurait dès lors été amorcée. Cela concernait principalement les habitants ayant précédemment trouvé refuge sur les îles de l'Oubangui. Les retours ont cependant cessé suite à des rumeurs d'attaque de Satéma par des GSAU basé à Dimbi.</p> <p>Depuis le début du mois de mars 2020, une deuxième vague de retour plus importante a été rapportée. Il s'agit d'un rapatriement spontané de personnes ayant trouvé refuge en RDC (plus précisément au village de Kota Koli). Ce phénomène serait motivé par les conditions de vie difficiles qu'éprouvaient les réfugiés dans leur zone d'accueil. Le lancement du projet LONDO à Satéma aurait également encouragé le mouvement de retour.</p> <p>Des mouvements pendulaires entre la RDC et Satéma avaient régulièrement lieu. Ils s'agissait des ménages dont les maisons avaient été incendiés pendant la crise ou détruites par les intempéries durant leur absence. Les inondations d'octobre 2019 ont notamment affecté des maisons tant à Satéma que dans les villages voisins. Cependant les frontières sont actuellement fermées dans le contexte de la crise COVID-19 et les mouvements pendulaires ont cessé.</p> <p>ACTED a partagé une alerte RRM le 22 avril 2020. Dans le cadre de cette alerte, il a été décidé de mener une évaluation multisectorielle (MSA) afin de préciser les besoins humanitaires et d'analyser la vulnérabilité des ménages affectés. Une intervention ayant été pré-validée par le comité de pilotage (CoPil), la MSA s'est accompagnée d'un ciblage de bénéficiaires. La mission s'est déroulée du 7 au 11 mai 2020.</p>			
Méthodologie	<p>L'évaluation s'est basée sur la méthodologie standard d'évaluation RRM en RCA. Elle s'est donc organisée autour de la collecte des données à la fois quantitative et qualitative. Des discussions de groupe et des entretiens ont eu lieu avec les personnes ressources. Des entretiens individuels ont également été réalisés auprès de 112 ménages rapatriés spontanés récents ou des retournés plus anciens (qui constituent maintenant les ménages d'accueil). De plus, des dépistages actifs de la malnutrition à travers la prise du périmètre brachial et la vérification d'œdèmes ont eu lieu auprès de 158 enfants de 6 à 59 mois. Finalement, l'équipe a procédé à des observations directes des infrastructures sociales de base, ainsi qu'au diagnostic des points d'eau et à l'analyse physico-bactériologique des échantillons prélevés.</p>			
Accès humanitaire	<p>La ville de Satéma est accessible depuis Bangassou en passant par la localité de Dimbi. Plusieurs barrières sont érigées le long de l'axe Bangassou-Dimbi-Satéma. Toutefois, aucun incident sécuritaire contre les ONGs n'a été signalé sur ces barrières.</p> <p>D'un point de vue logistique, la situation est plus compliquée à cause de la dégradation de l'axe principal entre Bangassou et Dimbi, puis entre Dimbi et Satéma. Malgré tout, l'accès en véhicules 4X4 et camions de 45 tonnes reste possible. Il faut environ 8 heures en véhicules 4X4 pour une distance totale de 142 Km séparant Bangassou de Satéma. En camion, il faut une journée et demie pour pouvoir accéder à la zone évaluée.</p>			
GPS	<i>Longitude</i>	04°18'25.2"	<i>Latitude</i>	021°41'02.3"



Zone d'accueil des ménages affectés



Provenance

Recommandations de la MSA

NFI / Abris :

- ❖ Distribuer des kits NFI/KHI complets aux ménages rapatriés de la zone évaluée ;
- ❖ Distribuer des kits NFI/KHI sans bâche aux ménages des familles d'accueil ;
- ❖ Appuyer les ménages les plus vulnérables de la zone évaluée en reconstruction d'abris.

EHA :

- ❖ Effectuer des campagnes de promotion à l'hygiène dans la zone évaluée ;
- ❖ Distribuer en urgence des PURs aux ménages de la zone évaluée ;
- ❖ Souffler, réparer et désinfecter l'unique forage PMH de Satéma Centre ;
- ❖ Redynamiser le comité de gestion du point d'eau (COGEPE) du forage PMH de Satéma ;
- ❖ Plaider pour la réalisation de forages manuels à Satéma à moyen terme ;
- ❖ Promouvoir et appuyer la construction de latrines familiales dans la zone évaluée.

Sécurité Alimentaire :

- ❖ Distribuer en urgence et de façon prolongée des vivres aux ménages rapatriés ;
- ❖ Distribuer des intrants agricoles (outils et semences) aux ménages rapatriés et aux familles d'accueil pour la prochaine campagne agricole ;
- ❖ Identifier, former et doter les groupements d'élevages en petits bétails et volailles afin de relancer la filière d'élevage de la zone.

Protection/population :

- ❖ Mettre en place un programme d'appui psychosocial et de réinsertion sociocommunitaires aux enfants associés aux forces et aux groupes armés (EAFGA) de la zone évaluée.

Education :

- ❖ Plaider pour la construction d'un bâtiment scolaire à trois salles de classe à Ndékelemboyo et Lapi-Kadja ;
- ❖ Doter les élèves des écoles évaluées en kits scolaires ;
- ❖ Doter les écoles évaluées en manuels, en mobilier scolaire et en matériel didactique ;
- ❖ Former et prendre en charge les maîtres parents des écoles évaluées ;

		<ul style="list-style-type: none"> ❖ Redynamiser et doter les associations de parents d'élèves (APE) des écoles évaluées afin qu'ils prennent en charge le paiement des maitres parents. <p>Santé/Nutrition :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Renforcer la prise en charge médicale des populations ; ❖ Renforcer la prise en charge nutritionnelle ; ❖ Doter le centre de santé en microscope et ses accessoires ; ❖ Renforcer la formation sanitaire (FOSA) en médicaments essentiels ; ❖ Mettre en place un service de dépistage et de prise en charge des cas de VHI/SIDA. <p>Analyse du marché/Modalité d'assistance</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Mener un plaidoyer auprès des GSAU pour une libre circulation des biens, des personnes et des services vers Satéma ; ❖ Privilégier une intervention directe pour des réponses d'urgence et réévaluer la possibilité d'une intervention de transfert monétaire (cash, foire etc.) à moyen terme. <p>Logistique et sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Lancer des travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO) pour la réhabilitation de l'axe Dimbi-Satéma. 		
Thème	Indicateurs	Catégories	Résultat	Commentaires
Indicateurs NFI et Abris				
NFI	Score NFI		4,5	<p>NFI :</p> <p>Il ressort des évaluations un score global non-food item (NFI) de 4,5, largement supérieur au seuil d'alerte (3,9). Ce score critique est dû à de nombreuses pertes subies par les ménages lors de la crise. Les ménages ont rapporté que les affrontements entre groupes armés sont survenus de façon inattendue, les empêchant de fuir avec leurs articles ménagers essentiels (AME). Les ménages qui ont pu partir avec leurs AME les ont souvent revendu en RDC afin de subvenir aux besoins alimentaires de leur famille.</p>
Abris	Proportion des ménages habitant dans un abri en mauvais état		9,8%	<p>Certains ménages réfugiés en RDC avaient reçu une assistance en NFI à travers des interventions de l'UNHCR. Toutefois, les difficultés quotidiennes et le manque d'accès aux moyens de subsistance ont souvent poussé les ménages à revendre les articles reçus.</p>

		Proportion des ménages hébergeant au moins un autre ménage	19,6%	De surcroît, les inondations du mois d'octobre 2019 auraient sévèrement affectés les premiers ménages rapatriés spontanés de la zone. Des pertes en AME ont été rapportées.
		Nombre moyen de personnes hébergées	5,0	Les articles prioritaires restent les seaux (score de 4,8) et les bidons (score de 4,7). Il faut toutefois noter un manque important de tout type d'AME, comme résumé dans le graphique du score NFI ci-dessous :
Répartition de ménages par typologie du lieu d'habitat		Ville et/ou village	100,0%	
		Site de déplacés	0,0%	
		Brousse ou champs	0,0%	
Répartition de ménages par statut d'occupation des abris	Ville et/ou village	Propre Maison	65,2%	
		Maison privée en location (contre rémunération)	2,7%	
		Maison privée de prêt (famille, amis, communauté, etc.)	26,8%	
		Maison occupée (sans le consentement du propriétaire)	0,9%	
		Bâtiment public (école, église...)	0,0%	
		Abris d'urgence (bâche ou abris en bambou/paille)	4,5%	
		Site de déplacés	Pas d'abris	
			Abris d'urgence (bâche ou abris en bambou/paille)	N/A

Abris :

Il ressort des enquêtes qu'un ménage sur cinq héberge un autre ménage. Les ménages hébergés sont les rapatriés récents ayant vu leurs maisons rongées par les termites, dégradées par les intempéries ou bien incendiées lors de la crise de 2017. Les inondations d'octobre 2019 ont notamment provoqué la destruction de plusieurs maisons d'habitation dans la zone.

Les 65% des ménages habitent dans leur propre maison, 27% vivent en maison privée de prêt (offerte par une personne de bonne volonté ou par un membre de la famille). Malgré cet appui, 4,5% ménages ont construit des

	Brousse ou champs	Bâtiment public (école, église...)	N/A	maisons de fortune en feuilles de palmier afin de s'abriter. Il faut également noter que plusieurs ménages (2,7%) louent leur maison. Si les enquêtes ont révélé que plus de 9.8% des ménages habitent dans un abri en mauvais état. Il convient de noter que cette donnée présente un biais, car la plupart des ménages interrogés n'a pas considéré que les trous dans leur toit constituaient un dégât lourd. Cependant, l'équipe d'évaluation a constaté la présence de trous dans les toitures (laissant couler l'eau des pluies) chez de nombreux ménages.
		Pas d'abris	N/A	
		Abri d'urgence (bâche ou abris en bambou/paille)	N/A	
		Pas d'abris	N/A	
	Nombre moyen de mètres carrés par habitant		3,2	Le nombre de m ² par habitant est de 3,2, soit en dessous de standard (3.5 m ² par personne en situation d'urgence). Cette promiscuité est une conséquence logique du manque de lieu d'habitation disponible pour les rapatriés récents, et de l'accueil de nouveaux rapatriés par les anciens. Recommandations : ❖ Distribuer des kits NFI/KHI complets aux ménages rapatriés de la zone évaluée ; ❖ Distribuer des kits NFI/KHI sans bâche aux ménages des familles d'accueil ; ❖ Appuyer les ménages les plus vulnérables de la zone évaluée en reconstruction d'abris.
Indicateurs Eau, Hygiène et Assainissement				
Prévalence Diarrhée	Taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines	40,1%	Eau : Le manque d'accès à une source d'eau à boire améliorée est critique dans la zone évaluée. Seulement 14,3% des ménages interrogés ont accès à un forage (situé à Satéma centre). Cependant, le forage est actuellement dysfonctionnel et son eau (testée avec du H2S) comporte des coliformes fécaux. Il convient également de noter un temps d'attente particulièrement long dû au dysfonctionnement de la pompe et de l'absence de source d'eau améliorée ailleurs dans la zone. Ces difficultés poussent les ménages à récolter et consommer l'eau du fleuve Oubangui. Lire annexe pour des informations plus détaillées.	
Hygiène et assainissement	Taux de maladies de la peau apparentes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines	5,7%	Le taux inquiétant de diarrhée (40.1%) chez les enfants de moins de cinq ans des ménages interrogés (pour les deux semaines précédant la MSA) est la résultante de nombreuses causes dont la principale serait le manque d'accès à une source d'eau potable.	
	Proportion de ménages n'ayant pas accès à des latrines hygiéniques/acceptables actuellement	68,8%		

	Pourcentage des ménages ayant du savon ou de la cendre pour le lavage des mains		41,1%	<p>Hygiène et Assainissement :</p> <p>La majorité des ménages interrogés (68.8%) ne possède pas de latrines hygiéniques et acceptables. La défécation à l'air libre (DAL) est dès lors une pratique répandue dans la zone évaluée. Le fleuve Oubangui sert notamment d'un lieu de défécation pour de nombreux ménages de la zone. La plupart des ménages interrogés déplorent un manque de matériel (pioche, barre à mine, pelle, etc) nécessaire à la construction de latrines familiales.</p> <p>La situation en termes d'hygiène reste relativement encourageante car la moitié des ménages évalués (50.9%) connaît les trois moments clés pour le lavage des mains. En revanche, seulement 41% des ménages déclarent avoir à disposition du savon pour se laver les mains (alors que 30,4 % se lavent effectivement les mains avec du savon). Les savons de la zone sont fabriqués de façon artisanale à base d'ingrédients en provenance de la RDC. La population de la zone craint une rupture d'approvisionnement de ces ingrédients suite à la fermeture de la frontière entre les deux pays en marge de la crise CODIV-19. Toutefois, cette fermeture n'est pour l'heure imposée qu'aux personnes et non aux biens.</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Effectuer des campagnes de promotion à l'hygiène dans la zone évaluée ; ❖ Distribuer en urgence des PURs aux ménages de la zone évaluée ; ❖ Souffler, réparer et désinfecter l'unique forage PMH de Satéma Centre ; ❖ Redynamiser le comité de gestion du point d'eau (COGEPE) du forage PMH de Satéma ; ❖ Plaider pour la réalisation de forages manuels à Satéma à moyen terme ; ❖ Promouvoir et appuyer la construction de latrines familiales dans la zone évaluée.
	Pourcentage de ménages citant au moins 3 moments clés pour le lavage des mains.		50,9%	
	Pourcentage de ménages se lavant actuellement les mains avec du savon ou de la cendre		30,4%	
Accès à l'Eau	Proportion de ménages utilisant actuellement une source d'eau améliorée (pour boire, cuisiner, se laver)		14,3%	
	Nombre moyen de litres d'eau utilisés par personne et par jour (pour boire, cuisiner, se laver)		8,5	
	Proportion des ménages ayant actuellement des difficultés d'accès à une source d'eau améliorée en quantité suffisante, par typologie PRINCIPALE de problème.	Aucune source d'eau améliorée dans la zone	78,1%	
		Pas de moyens financiers	0,0%	
		Pas de récipient	2,1%	
La distance est trop grande		3,1%		
	L'attente est trop longue	6,3%		

		La route est trop dangereuse	0,0%	
		Autre	10,4%	
Indicateurs Sécurité Alimentaire				
Consommation alimentaire	Proportion de ménages selon leur Score de Diversité Alimentaire	Bonne diversité alimentaire	12,5%	<p>Consommation alimentaire :</p> <p>Les habitants de Satema vivent principalement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la chasse. La zone est approvisionnée par le fleuve Oubangui et d'autres cours d'eau. Cette situation facilite les activités agricoles (notamment la culture des arachides, du maïs, du manioc et du sésame). Ces différents cours d'eau sont par ailleurs très poissonneux et idéaux pour la pêche. Les îles situées sur l'Oubangui offrent également de bonnes opportunités de chasse.</p>
		Diversité alimentaire moyenne	39,3%	
		Faible diversité alimentaire	48,2%	
		Moyenne	4,6	
Accès aux aliments et Moyen de subsistance	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	Entre 0 et 3	14,3%	<p>Cependant, la plupart des ménages interrogés déplorent la perte de leurs champs. Ils ont été détruits par des animaux sauvages ou par les inondations. De plus, des pillages ont été également rapportés pendant la crise. Certains ménages ont donc perdu leur matériel et leurs réserves. Plusieurs années de saisons agricoles ont été perdues et les ménages retournés peinent à redémarrer leurs activités à cause du manque d'intrants (outils et semences) disponibles, et ceci en dépit de leur possession de parcelles cultivables. A cela s'ajoute une maladie qui affecterait actuellement les tubercules de manioc (le manioc étant considéré comme aliment de base de la zone évaluée).</p> <p>Le score moyen de diversité alimentaire des ménages interrogés est inquiétant (4.6). Cela illustre le manque d'aliments disponibles dans la zone évaluée. Certains ménages évoquent le manque de moyens financiers pour pouvoir s'acheter de nourriture. Il a de plus été mentionné aux équipes d'évaluation une forte augmentation des prix dans la zone, liée à la sous-production agricole.</p> <p>Une insécurité alimentaire modérée serait déjà installée dans la zone et pourrait rapidement s'empirer sans assistance appropriée.</p>
		Entre 4 et 19	52,7%	
		20 et au-delà	33,0%	
		Moyenne	16	
	Proportion de ménages en fonction de la durée de réserve alimentaire	Moins d'une semaine	79,5%	
		1 semaine	11,6%	
		2 semaines ou plus	8,9%	
	Principales sources de nourriture des ménages au cours des 2 dernières semaines	Autoconsommation / propre production (champs vivres/parcelles maraichères)	92,9%	
Chasse, pêche, cueillette		67,0%		
Argent / achat		26,8%		
Choix multiple (total peut être au-delà de 100%)				

		Dons (solidarités communautaire)	11,6%	<p>Accès aux aliments et moyens de subsistance :</p> <p>Plus de 92% des ménages interrogés mentionnent les activités agricoles comme une des principales sources de nourriture (il convient de noter qu'il s'agit d'activités agricoles à petite échelle sur d'anciens champs, les ménages retournés/rapatriés éprouvant des difficultés à reprendre de vraies activités agricoles). La pêche, la chasse et la cueillette sont mentionnées comme étant une des sources principales de nourriture par 67% des ménages interrogés. En revanche, une minorité des ménages interrogés (26.8%) achète de la nourriture directement au marché. En outre, 11.6% des ménages vivent de dons communautaires alors que 3.6% empruntent auprès de leurs parents. Les ménages interrogés indiquent craindre la durabilité des dons communautaires et des emprunts pour les prochaines semaines.</p> <p>Situation du marché :</p> <p>Un marché quotidien dessert la zone : il s'agit du marché Modangbé situé à Boungba. La plupart des marchandises proviennent de la localité de Kota Koli en RDC. Le marché reste toutefois peu approvisionné, notamment en produits vivriers et de première nécessité. Les commerçants de Dimbi s'y rendaient auparavant régulièrement. Cependant, depuis la crise de 2017 les échanges commerciaux entre Dimbi et Satéma ont cessé malgré le rétablissement de la sécurité dans la zone. Selon certains témoignages collectés, les GSAU de Dimbi freineraient la reprise des échanges commerciaux entre Dimbi et Satéma. De plus, le marché est moins approvisionné en produits de première nécessité depuis la fermeture des frontières avec la RDC (en marge de la crise COVID-19).</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Distribuer en urgence et de façon prolongée des vivres aux ménages rapatriés ; ❖ Distribuer des intrants agricoles (outils et semences) aux ménages rapatriés et aux familles d'accueil pour la prochaine campagne agricole ; ❖ Identifier, former et doter les groupements d'élevages en petits bétails et volailles afin de relancer la filière d'élevage de la zone.
		Aide alimentaire (ONG, PAM, gouvernement)	0,9%	
		Emprunt (nourriture/argent)	3,6%	
		Paiement en nature	20,5%	
	Accès à un marché fonctionnel	Accès physique à un marché approvisionné, et à prix acceptable	N/A	
	Raison du manque d'accès à un marché fonctionnel (plusieurs réponses possibles)	Pas de marché	N/A	
		Marché présent, mais pas approvisionné.	N/A	
		Marché présent, approvisionné, mais trop cher.	N/A	
		Marché présent et approvisionné, mais pas d'accès physique (insécurité, manque de routes...)	N/A	
	Proportion des ménages en fonction de leur principale source de revenu actuelle	maraichage	86,7%	
commerce		4,4%		

Indicateurs Population / Protection

		Total	1132	Selon les données recueillies auprès des autorités, et confirmées par le responsable de la FOSA de Satéma, la zone évaluée compte 1132 ménages (5662 habitants). Au sein de cette population, 698 ménages (3772 personnes) sont des retournées/rapatriées spontanées de moins de 3 mois. De plus, 318 ménages (1678 personnes) sont considérés comme des ménages d'accueil pour les nouveaux retournés/rapatriés. Tous les ménages de la zone sont des retournés/rapatriés spontanés, bien que les vagues de retours/rapatriements se soient effectuées à des dates différentes. Il resterait encore environ 200 personnes originaires de Satéma encore en RDC.				
Démographie	Nombre de ménages par catégorie de population	Déplacés	0	Groupements	Personnes retournées/rapatriées spontanées	Ménages retournés/rapatriés spontanés	Personnes hôtes (anciens Rapatriés spontanés)	Ménages hôtes (anciens rapatriés spontanés)
		Retournés	0					
		Rapatriés	698					
		Réfugiés	0					
		Résidents	434					
		Ménages hôtes (parmi résidents)	318					
		Durée moyenne de déplacement	Moins de 3 mois					
	Entre 3 et 6 mois		50,4%	Ndékelemboyo	948	177	347	62
	Entre 6 et 12 mois		13,3%	Sounga 1	719	130	374	69
	Plus 12 mois		4,4%	Sounga 2	459	83	143	31
Taille moyenne des ménages		9,5	Lapi-Kadja	236	57	379	79	
Nombre d'habitants de la zone évaluée		5662	Total	3772	698	1678	318	
Les chiffres de population actuels ont-ils été vérifiés par un recensement local?		Oui	La taille moyenne des ménages est de 9.5 personnes. Cela est supérieur au nombre de moyen de personnes par ménage en Centrafrique (5) et illustre une forte promiscuité dans les foyers. L'enquête ménage a révélé que 31% des ménages sont revenus il y a moins de trois mois, 50% sont revenus il y a entre 3 et 6 mois, et 13% entre 6 et 12 mois. Il faut toutefois noter que ces chiffres ont été obtenus par le biais d'un échantillon, et servent à donner un aperçu de la zone mais présentent des limitations. Les données fournies par les autorités et par un ciblage détaillé concluent à une répartition de pourcentage différente. En termes d'intention de mouvement, 75% des ménages estiment qu'ils sont définitivement retournés dans leur localité d'origine. En revanche, 22% des ménages interrogés craignent une reprise des affrontements dans la zone et ne savent pas s'ils pourront rester indéfiniment. Cette crainte de reprise d'affrontements s'explique par le fait					
Services étatiques	Précisez les services étatiques qui sont présents et actifs	Services Hygiènes et Santé	Oui					
		Services Eau et Forêt	NON, pas de services actifs					
		Services Agricoles-Vétérinaires (ACDA)	NON, pas de services actifs					

		Services de Développement Rural	NON, pas de services actifs	<p>que des éléments GAU (armés) se trouvent encore dans la population. Les GSAU sont par ailleurs toujours opérationnels depuis Dimbi.</p> <p>Il n'y a pas de nombreux services étatiques dans la zone, hormis la mairie, le bureau de la sous-préfecture, des écoles et une formation sanitaire.</p> <p>Il ressort des enquêtes qu'une fille de 18 ans sur 20 (5,6%) est enceinte. Cette situation serait due à la pauvreté qui pousse les jeunes filles au mariage précoce ou à la prostitution, entraînant par là-même un décrochage scolaire. Pendant la crise, des cas d'enfants associés à des forces et groupes armés (EAFGA) ont été rapportés. Il s'agit notamment d'enfants enrôlés par les forces GAU. A l'heure actuelle, ces enfants se sont fondus dans la communauté.</p> <p>Aucun autre cas majeur de protection n'a été rapporté à l'équipe d'évaluation.</p>
		Services Educatifs	Oui	
		Service administratif (Mairie, préfecture...)	Oui	
		Services cadastre/contentieux	NON, pas de services actifs	
		Autres :	NON, pas de services actifs	
Protection	Présence de cas de protection au cours des 2 dernières semaines	Tracasserie (barrière illégale, arrestation arbitraire)	Non	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Mettre en place un programme d'appui psychosocial et de réinsertion sociocommunautaires aux enfants associés aux forces et aux groupes armés (EAFGA) de la zone évaluée.
		Pillage	Non	
		Tueries	Non	
		Recrutement forcé	Non	
		Enlèvement	Non	
		Viol	Non	
		Extorsion de biens	Non	
		Attaques et/ou occupation d'écoles par des acteurs armés	Non	
		Attaques et/ou occupation de structures de santé	Non	

		par des acteurs armés	
		Attaque et/ou occupation de lieux publics (lieux de culte, bâtiments administratifs)	Non
Protection de l'enfance	Présence de cas de protection de l'enfance au cours des 2 dernières semaines	Mineurs séparés (sans parents biologiques mais accompagnés par un proche ou un membre de la communauté)	Non
		Mineurs non accompagné	Non
		Mineurs associés aux forces ou groupes armés	Non
		Cas de viols sur des mineurs	Non
		Cas d'enlèvement de mineurs	Non
		Cas de violence physique (y compris meurtres) sur des mineurs	Non
Intentions de mouvement	Proportion de ménages selon les intentions de rester	Plus de 3 mois / en permanence	75,2%

		Entre 1 - 2 semaines	0,0%
		Entre 3 - 4 semaines	0,9%
		Entre 1 et 3 mois	0,9%
		Ne sais pas	22,1%
Protection	Proportion de ménages selon la présence, au sein du ménage, de personnes aux besoins spécifiques	Handicapés physique	23,0%
		Handicapés mentaux	2,7%
		Blessés de guerre	3,5%
		Filles (moins de 18 ans) enceintes	5,3%
Population à risque et liberté de mouvement	Présence de parties de la population ne pouvant pas se déplacer librement		Non
	Existence de personnes ou groupes particulièrement ciblés par un acteur armé		Non
Mécanismes de protection	Présence de mécanismes de protection	Acteurs humanitaires faisant monitoring de protection	NON, pas de services
		Existence de mécanisme de coordination protection	NON, pas de services
		Service d'assistance juridique	NON, pas de services

		Service de prises en charge psychosociale pour les cas de protection	NON, pas de services	
		Service de prise en charge médicale des cas de protection	NON, pas de services	
		Mécanisme de référencement VBG	NON, pas de services	
		Mécanisme de référencement Protection Enfance	NON, pas de services	
		Autres:	NON, pas de services	
Indicateurs Education				
Enfants affectés	Proportion d'enfants de 6-18 ans non scolarisés	Statut: affectés (déplacés, retournés, réfugiés, rapatriés)	25,2%	<p>La zone évaluée dispose de 5 écoles, dont seulement 4 ont été évaluée à Ndékeleboyo, Satéma centre, Sounga 2 et Lapi-Kadja. La cinquième école n'était pas accessible pour des raisons logistiques. Les 4 établissements évalués sont des écoles primaires dont trois sont de cycle complet et une de cycle incomplet. L'ensemble des 5 écoles de la zone sont fonctionnelles en temps normal. Toutefois depuis le début du mois de mars et le contexte de crise liée à l'épidémie de COVID-19, les établissements ont dû fermer temporairement. Cette fermeture d'écoles s'applique à tout le territoire centrafricain.</p> <p>Avant la fermeture de ces écoles, les enquêtes révèlent un taux de scolarisation encourageant des ménages affectés (anciens et nouveaux rapatriés spontanés). Cependant, de nombreux parents évoquent des difficultés pour payer les redevances scolaires et la prise en charge des maître-parents (enseignant non qualifiés qui assurent les cours dans la zone). Les écoliers manquent également de fournitures scolaires.</p>

		Statut: communauté hôte	N/A	Les écoles évaluées sont bâties pour la moitié avec des structures partiellement détruites. Il s'agit de l'école Ndékelemboyo, et de l'école sous-préfectorale de Satéma centre (dont la construction reste inachevée). Ces deux établissements se présentent sous la forme d'un hangar rongé par les termites et impactés par les intempéries.	
Accès	Nombre d'écoles fonctionnelles		5	Environ 45% des salles de classe sont fortement dégradées et environ 36% sont complètement dépourvues de mobilier scolaire (table-bancs, bureau et tableau).	
	Proportion d'écoles partiellement ou totalement détruites		50,0%		
	Présence d'écoles occupées par des hommes en armes		NON, aucune école occupée par des hommes en armes	En termes d'enseignement, la situation est alarmante car seulement 11 enseignants sont disponibles. Parmi eux, il y a 1 enseignant titulaire et 10 maître-parents. Dans l'école de Ndékelemboyo, un système de rotation entre enseignants a été mis en place. Environ 27% de ces enseignants encadrent plus de 80 élèves par classe.	
	Proportion de salles d'enseignement détruites		45,5%		
	Proportion de salles d'enseignement n'ayant pas de mobilier scolaire		36,4%		
	Raison principale pourquoi les enfants n'ont pas accès à l'école		Aucune école présente dans la zone / Ecole détruite	2,0%	Recommandations : ❖ Plaidoyer pour la construction d'un bâtiment scolaire à trois salles de classe à Ndékelemboyo et Lapi-Kadja ; ❖ Doter les élèves des écoles évaluées en kits scolaires ; ❖ Doter les écoles évaluées en manuels, en mobilier scolaire et en matériel didactique ; ❖ Former et prendre en charge les maitres parents des écoles évaluées ; ❖ Redynamiser et doter les associations de parents d'élèves (APE) des écoles évaluées afin qu'ils prennent en charge le paiement des maitres parents.
			L'école est présente mais les parents ne peuvent pas prendre charge des frais d'inscription	55,1%	
L'école est occupée			0,0%		

		L'école est trop loin	0,0%
		La route vers l'école est trop dangereuse	0,0%
		Manque d'enseignants	0,0%
		Manque de fournitures / mobilier scolaire	10,2%
		Les enfants doivent aider les parents / travailler	6,1%
		Vacances	0,0%
		Autre	26,5%
Enseignants	Nombre d'enseignants et maitres parents avant le choc (ou le retour)		11
	Nombre d'enseignants et maitres parents le jour de l'enquête	Venant de la communauté hôte ou population habituelle	7
		Venant de la population affectées (déplacés, retournés,...)	4
	Proportion d'enseignants et de maitres-parents qui encadrent plus de 80 élèves		27,3%

Indicateurs Santé / Nutrition

Indicateurs Santé / Nutrition				
Santé	Nombre de nouveaux cas de maladie au cours du dernier mois - Général	Paludisme	164	<p>Santé</p> <p>La zone évaluée dispose d'une unique formation sanitaire. Il s'agit d'un centre de santé à 3 bâtiments, dont un inachevé. Un infirmier diplômé d'état (IDE) et six secouristes sont disponibles pour procurer des soins. En outre, la FOSA aurait engagé 4 agents de santé communautaire additionnels.</p> <p>Le centre dispose d'un service de soins d'urgence, d'une maternité et d'un Programme Elargi de Vaccination (PEV). Cependant, il n'y a pas de service de laboratoire protozoaire et bactériologique. Il n'y a pas non plus de service de dépistage et de prise en charge de VIH/SIDA. Cela empêche les analyses de routine et le diagnostic des maladies.</p> <p>En termes d'équipements, la FOSA ne dispose que de cinq lits, équipés de matelas délabrés. Une insuffisance de matériel médical a été rapportée aux évaluateurs. Cela pose un sérieux problème de prise en charge des malades et des femmes enceintes.</p> <p>La consultation et la prise en charge restent gratuites pour toutes les maladies courantes auprès des catégories de patients suivants : les enfants de 0 à 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les ménages indigents. Cette gratuité de soins est rendue possible par une ONG opérationnelle dans la zone depuis septembre 2019. Avec son équipe, cet acteur donne également un appui technique à la FOSA de Satéma. Pour les autres catégories de patients, les frais de consultation est de 100 FCFA et sont payés directement à l'équipe du centre de santé.</p> <p>Les médicaments sont également payants pour cette catégorie de population. Durant les focus groups, certains ménages ont rapporté la cherté des médicaments en tout genre. En cas d'indisponibilité des médicaments, les ménages doivent se rendre à Kota Koli (RDC) ou Mobaye en pirogue. Ce trajet peut s'avérer dangereux.</p> <p>Morbidité</p> <p>La maladie la plus courante est le paludisme (164 cas enregistrés au cours du dernier mois, dont 114 cas pour les enfants de moins de 5 ans). Beaucoup de diarrhées ont également été enregistrés, tout comme des cas d'infections respiratoires aigües (IRA) (près de 90 cas enregistrés au cours du dernier mois).</p>
		Infections Respiratoires Aigües	89	
		Diarrhées	48	
		Malnutrition	38	
		Rougeole	14	
		Infections Sexuellement Transmissibles	0	
		Choléra	0	
		VIH/SIDA	0	
		Méningite	0	
	Nombre de nouveaux cas de maladie au cours du dernier mois - Enfants	Paludisme	144	
		Infections Respiratoires Aigües	86	
		Diarrhées	46	
		Malnutrition	38	
		Rougeole	14	
	Infections Sexuellement Transmissibles	0		
	Choléra	0		
	VIH/SIDA	0		
	Méningite	0		
	Diarrhées	62,3		

	Proportion d'enfants malades durant les 15 jours ayant été pris en charge	Diarrhées sanglantes	100,0	<p>Couverture vaccinale :</p> <p>Les vaccinations de routine s'effectuent régulièrement au niveau hospitalier grâce à la disponibilité d'intrants et au bon fonctionnement de la chaîne. Malgré tout, 14 cas de rougeoles ont été enregistrés au cours du mois dernier. Au moment des évaluations, une importante campagne de vaccination contre la rougeole était en cours dans les communautés via la « stratégie avancée ». Mais cette « stratégie avancée » de la vaccination reste limitée à un rayon de 5 Km alors que la FOSA a une aire de santé bien plus large (elle couvre environ 19466 personnes au total)</p>
		Diarrhées eau de riz	Pas de cas de diarrhées eau de riz	
Services médicaux	Services médicaux opérationnels dans la zone enquêtée	Services de maternité	Oui, service opérationnel	<p>Situation nutritionnelle</p> <p>Depuis son installation dans la zone en septembre 2019, un acteur humanitaire donne une réponse nutritionnelle au sein de la FOSA de Satéma. Une UNS, une UNT et une UNTA sont disponibles. Douze relais communautaires ont été engagés et soutenus par cet acteur pour le dépistage actif de la malnutrition et la référence des cas dépistés MAM ou MAS.</p>
		Services de pédiatrie	Oui, service opérationnel	
		Services de vaccination	Oui, service opérationnel	
		Soins d'urgence	Oui, service opérationnel	
		Chirurgie	NON, service pas de service opérationnel	
		Laboratoire	NON, pas de service opérationnel	
		Services pour la prise en charge clinique du viol	NON, pas de service opérationnel	
Service pour la prise en charge du VIH	NON, pas de service opérationnel			
Personne I médical	Personnel médical dans la zone enquêtée	Médecins	0	<p>Le dépistage actif et la prise du périmètre brachial réalisés par l'équipe d'ACTED/RRM montrent une situation assez alarmante du point de vue nutrition. 3,8% de cas de MAS a été dépistés chez les enfants de moins de 5 ans contre 10,1% chez de cas MAM. Le taux de malnutrition global est dès lors de 13,9%. Le dépistage actif a été réalisé sur un échantillon de 158 enfants âgés de 6 à 59 mois.</p> <p>Selon le chef de la FOSA, il y'aurait eu de nombreux décès liés au VIH/SIDA, alors qu'il n'existe actuellement pas d'unité de dépistage ou de prise en charge de cas liés à cette maladie. Les patients atteints du VIH/SIDA doivent se rendre à Kémbé (situé à environ 57 kilomètres de Satéma) pour se procurer leur traitement.</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Renforcer la prise en charge médicale des populations ; ❖ Renforcer la prise en charge nutritionnelle ; ❖ Doter le centre de santé en microscope et ses accessoires ; ❖ Renforcer la formation sanitaire (FOSA) en médicaments essentiels ; ❖ Mettre en place un service de dépistage et de prise en charge des cas de VHI/SIDA.
		Chirurgiens	0	
		Infirmières	1	

		Sage femmes qualifiées	0
		Auxiliaire	6
		Assistant infirmier	0
		Autre	0
Disponibilité de médicaments	Disponibilité de médicaments dans les structures de santé enquêtées	Médicaments pour la diarrhée (solution de réhydratation orale)	Oui, disponible
		Médicaments pour le paludisme (Coartem)	NON, pas de disponibilité
		Médicaments pour les Infections Respiratoires Aigües (IRA) (Amoxicilline, Cortrimosozale)	Oui, disponible
		Kits Post-Exposure Prophylaxie (PEP)	NON, pas de disponibilité
		Tests de dépistage du VIH	NON, pas de disponibilité
		Vaccin contre la rougeole	Oui, disponible
		Vaccin BK	Oui, disponible
		Vaccin DTC3	Oui, disponible
		Nutrition	

	Nombre d'admissions, réadmissions, guérisons, abandons, non réponses aux traitements, décès en UNTA au cours du dernier mois	Nombre d'unités fonctionnelles	1
		Nombre d'admissions Kwashiorkor	18
		Nombre d'admissions Marasme	0
		Nombre de réadmissions	0
		Nombre de guérisons	3
		Nombre d'abandons	0
		Nombre de non réponse au traitement	0
		Nombre de décès	0
	Nombre de transferts, guérisons, abandons, décès en UNT au cours du dernier mois	Nombre d'unités	1
		Nombre d'unités fonctionnelles	1
		Transfert en UNTA	2
		Guérisons	0
		Abandons	0
	Nombre d'enfants de moins de 5 ans dépistés MAS, MAM, sains lors des dépistages des	Nombre d'unités	0
		MAS	Pas de relais fonctionnels

	relais communautaires au cours -du dernier mois	MAM	Pas de relais fonctionnels
		Sains	Pas de relais fonctionnels
Proportion d'enfants de moins de 5 ans dépistés par le RRM (PB et œdèmes)		Enfants MAS	3,8%
		Enfants MAM	10,1%
		Enfants Sains	86,1%
Proportion d'enfants MAG de moins de 5 ans			13,9%

Indicateurs Analyse du marché / Modalité d'assistance

Besoins prioritaires	Proportion de ménages par besoins prioritaires	NFI	30,27%	<p>Besoins prioritaires</p> <p>Trois besoins prioritaires sont ressortis de l'évaluation effectuée : les NFI (30,27%), la sécurité alimentaire (21,09%) et les abris (14,97%). Les ménages ayant priorisé les NFI mentionnent la perte de leurs articles ménagers essentiels lors de la crise. Les ménages ayant priorisé la sécurité alimentaire mentionnent un besoin en vivres et en intrants agricoles (outils et semences), ainsi qu'une nécessité de bénéficier d'activités génératrices de revenus (AGR). Les ménages ayant priorisé les abris mentionnent le besoin de reconstruire leur maison détruite au moment des affrontements puis des inondations.</p> <p>Lire les sections dédiées à chacun de ces secteurs pour plus d'informations.</p> <p>Modalité d'assistance</p> <p>En termes de modalités d'assistance, la majorité des ménages (85%) réclament une intervention directe, contre seulement 12,67% qui souhaitent recevoir leur assistance sous forme de cash et 1,71% qui sollicite une assistance sous forme de coupons.</p> <p>Les ménages interrogés ayant sollicité une intervention directe justifient leur choix par la rareté d'articles ménagers essentiels sur le marché local ou leur mauvaise qualité. D'autres craignent que l'argent puisse être dilapidé par le chef du ménage pour des besoins personnels (consommation d'alcool, entres autres).</p> <p>Les quelques ménages qui ont souhaité une assistance sous forme de coupons mentionnent la possibilité de choisir parmi une grande variété d'articles en une seule fois via une foire.</p> <p>Les ménages qui préfèrent une intervention en cash estiment qu'ils auront plus de liberté dans le choix des articles à acheter, et que l'assistance durera sur plus le plus long terme. D'autres encore mettent en avant la possibilité de développer des activités génératrices de revenus via la distribution de cash.</p>
		Sécurité Alimentaire	21,09%	<p>Etude du marché</p>

			Abris	14,97%	<p>Un marché quotidien dessert la zone : il s'agit du marché Modangbé situé dans le groupement Boungba. La plupart des marchandises proviennent de la localité de Kota Koli en RDC. Le marché reste toutefois peu approvisionné, notamment en produits vivriers et de première nécessité. Les commerçants de Dimbi s'y rendaient auparavant régulièrement. Cependant, depuis la crise de 2017 les échanges commerciaux entre Dimbi et Satéma ont cessé malgré le rétablissement de la sécurité dans la zone. Selon certains témoignages collectés, les GSAU de Dimbi freineraient la reprise des échanges commerciaux entre Dimbi et Satéma. De plus, le marché est toutefois moins approvisionné en produits de première nécessité depuis la fermeture des frontières avec la RDC.</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Mener un plaidoyer auprès des GSAU pour une libre circulation des biens, des personnes et des services vers Satéma ; ❖ Privilégier une intervention directe pour des réponses d'urgence et réévaluer la possibilité d'une intervention de transfert monétaire (cash, foire etc.) à moyen terme.
	Modalité d'assistance	Proportion de ménages par modalité d'assistance	Distribution/Intervention direct	85,61%	
			Coupon	1,7%	
			Cash	12,67%	
		Proportion de ménages par motifs de préférences - Distribution/Intervention directe	Manque de variété des articles du marché	33,05%	
			Eviter que les autres membres du ménage n'utilisent le cash distribué pour leurs propres intérêts	17,15%	
			Mauvaise qualité des articles du marché	12,97%	
		Proportion de ménages par motifs de	Possibilité d'acheter tous les articles en un seul jour	60,00%	

		préférences - Coupon	Avoir accès à une plus grande variété d'articles	20,00%	
			Avoir accès à une plus grande variété d'articles	20,00%	
		Proportion de ménages par motifs de préférences - Cash	Plus grande liberté concernant le choix des articles que j'achète	45,95%	
			L'assistance dure plus longtemps, car j'achète ce que je veux quand je le souhaite	18,92%	
			Développer mes activités génératrices de revenus	13,51%	

Annexe 1 : Tableau de points d'eau

N°	Type point d'eau	Statut	Localisation des ouvrages	PH	Turbidité	Recommandations
1	Forage PMH à Pieds (HPV60)	dysfonctionnel	Satéma centre	6.8	5-10 NTU	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Changer complètement la pédale avec ses pièces d'usure ; ❖ Remplacer la fontaine, le joint d'étanchéité et le cylindre de commande ; ❖ Remplacer les tuyaux de commande et de refoulement ❖ Effectuer le soufflage du forage, la chloration ainsi que les analyses bactériologiques/ physicochimiques ; ❖ Agrandir la margelle ; ❖ Construire un puit perdu ❖ Redynamiser le CEGEP et mener des séances de sensibilisation à l'hygiène.
2	Fleuve Oubangui	Fonctionnel et parasitée	Ndékelemboyo et Satéma	6.8	10 NTU (pendant la MSA) potentiellement variable après la pluie	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Distribuer en urgence des PURs aux ménages riverains de Satéma

Annexe 2 : tableau des infrastructures

N°	Structure ou villages	Localisation	Longitude	Latitude
1	Centre de Santé	Satéma Centre	04°18'29.3"	021°41'12.8"
2	Ecole Sous-Préfectorale centre 1	Sounga2	04°19'36.9"	021°40'07.6"
3	Ecole Sous-Préfectorale Centre 2	Satéma Centre	04°18'44.6"	021°41'01.9"
4	Ecole Ndékelemboyo	Ndékelemboyo	04°18'35.8"	021°41'48.8"
5	Marché de Modangbé	Boungba 4	04°19'28.0"	021°40'21.7"
6	Sous-Préfecture	Satéma	04°18'40.5"	021°41'05.7"
7	Mairie	Satéma	04°18'37.9"	021°41'05.6"
8	Village	Satéma Centre	04°18'25.2"	021°41'02.3"
9	Village	Lapi-Kadja	04°19'51.2"	021°37'56.1"